

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Session annuelle
du Conseil d'administration**

Rome, 12-16 juin 2006

QUESTIONS DE POLITIQUE GÉNÉRALE

**Point 5 de l'ordre du
jour**

*Pour information**

F

Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.A/2006/5-I
23 mai 2006
ORIGINAL: ANGLAIS

NOTE D'INFORMATION SUR L'ACHAT DE PRODUITS ALIMENTAIRES PAR LE PAM



* Conformément aux décisions du Conseil d'administration sur la gouvernance approuvées à la session annuelle et à la troisième session ordinaire de 2000, les points soumis pour information ne seront pas discutés, sauf si un membre en fait la demande expresse, suffisamment à l'avance avant la réunion, et que la présidence fait droit à cette demande, considérant qu'il s'agit là d'une bonne utilisation du temps dont dispose le Conseil.

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour information.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document à contacter le fonctionnaire du PAM mentionné ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

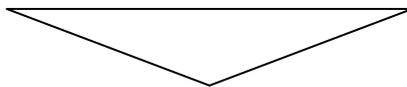
Chef, ODTP:

Mme N. Menage

tél.: 066513-3597

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme C. Panlilio, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

PROJET DE DECISION*



Le Conseil prend note des informations contenues dans le document "Note d'information sur l'achat de produits alimentaires par le PAM" (WFP/EB.A/2006/5-I).

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" (document WFP/EB.A/2006/16) publié à la fin de la session du Conseil.



FAITS ET CHIFFRES

- En 2005, le PAM a livré 5,2 millions de tonnes de produits alimentaires. Plus de 2,5 millions de tonnes, d'une valeur de 712 millions de dollars É.-U., ont été achetées dans 85 pays, parmi lesquels 75 pays en développement ou en transition.
- De tous les produits alimentaires achetés en 2005, 74 pour cent, d'une valeur de 527 millions de dollars, l'ont été dans des pays en développement et 3 pour cent, d'une valeur de 21 millions de dollars, dans des pays en transition. Seuls 23 pour cent des produits, d'une valeur de 164 millions de dollars, ont été achetés dans des pays développés.
- Quatorze pour cent de tous les achats de produits alimentaires ont été réalisés avec des contributions assorties de restrictions dans le pays donateur; seuls 9 pour cent ont été effectués dans des pays développés en vertu du fait que c'était le meilleur choix possible.
- Il y a eu une augmentation des achats d'aliments composés dans les pays en développement, qui sont passés de 20 000 tonnes en 2000 et 2002 à 60 000 tonnes en 2003 et 2004, pour atteindre 115 000 tonnes en 2005.

TABLEAU 1. ACHATS DU PAM EN 2005				
Origine des produits, par catégorie de pays d'après le classement du Comité d'aide au développement (CAD)				
Catégorie du CAD	Quantités (tonnes)	%	Valeur (dollars)	%
PMA/PFR	898 451	35,56	233 608 578	32,79
PRITI/PRITS	947 653	37,51	293 681 600	41,22
Total partiel	1 846 104	73,07	527 290 178	74,01
En transition	127 550	5,05	20 677 884	2,90
Total partiel	1 973 654	78,11	547 968 062	76,92
Développés	552 998	21,89	164 450 383	23,08
TOTAL	2 526 652	100,00	712 418 445	100,00

PMA: pays les moins avancés.

PFR: pays à faible revenu – revenu national brut (RNB) par habitant en 2004 < 825 dollars.

PRITI: pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure – RNB par habitant en 2004 compris entre 826 et 3 255 dollars.

PRITS: pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure – RNB par habitant en 2004 compris entre 3 255 et 10 065 dollars.

En transition: pays rangés précédemment dans la liste de 2003 du CAD des bénéficiaires de l'aide parmi les pays de l'Europe centrale et orientale et les nouveaux États indépendants de l'ex-Union soviétique, et les pays et les territoires en développement les plus avancés. La liste du CAD est établie par l'Organisation de coopération et de développement économiques.



1. L'annexe présente des informations statistiques sur tous les achats réalisés au premier trimestre de 2006, par pays, en volume et en valeur; elle comprend un tableau montrant la répartition des achats d'après les catégories du Comité d'aide au développement (CAD). Ces données, accompagnées d'analyses, sont réunies dans une brochure statistique préparée chaque année par le Service des achats de produits alimentaires et distribuée au Conseil d'administration à sa première session ordinaire.

RENFORCEMENT DES CAPACITES DANS LE DOMAINE DES ACHATS

2. En mai 2006, il y avait au PAM 24 postes de fonctionnaires du cadre organique chargés des achats de produits alimentaires recrutés sur le plan international (10 au siège et 14 sur le terrain) et quatre postes d'administrateurs des achats de produits alimentaires recrutés au plan national. Parmi les postes de fonctionnaires du cadre organique, 16 sont financés au titre du budget administratif et d'appui aux programmes; les huit autres postes, ainsi que les quatre postes d'administrateurs nationaux, sont financés au titre des coûts d'appui directs. Les activités d'achat de produits alimentaires sont également réalisées par un réseau de coordonnateurs des achats, qui ont fréquemment aussi d'autres attributions. Huit nouveaux postes potentiels et trois reclassements de poste ont été identifiés, tous sur le terrain. Le coût des huit nouveaux postes (sept P-3 et un P-2) s'élève à 1,0 million de dollars par an; le coût des trois reclassements de poste est de 72 060 dollars par an. Un montant total de 1,0 million de dollars par an est requis pour accroître les capacités dans le domaine des achats de produits alimentaires. Les postes financés au titre des coûts d'appui directs sont en dernière instance laissés à l'appréciation du directeur de pays ou du directeur régional, qui doit tenir compte des niveaux de ressources et d'autres besoins concurrents en personnel. Le tableau ci-dessous montre les postes existants d'administrateurs des achats de produits alimentaires, internationaux et nationaux, sur le terrain.

TABLEAU 2. POSTES EXISTANTS DE CHARGÉS DES ACHATS DE PRODUITS ALIMENTAIRES SUR LE TERRAIN: ADMINISTRATEURS INTERNATIONAUX ET NATIONAUX, PAR BUREAU RÉGIONAL/DE PAYS				
Administrateurs internationaux				Administrateurs nationaux
Bureau régional	Classe	Bureau de pays	Classe	Bureau de pays
ODB/Bangkok	P4	Éthiopie	P3	Bangladesh
ODC/Ankara	P5	Indonésie	P3	Équateur
ODD/Dakar	P4	Kenya	P3	Inde
		Tanzanie	P3	Pakistan
ODJ/Johannesburg	P4			
	P3			
ODK/Kampala	P4			
	P3			
ODP/Panama	P3			
ODS/Khartoum	P4			
	P2			
Total, postes existants = 14				Total, postes existants = 4

LES ACHATS DE PRODUITS ALIMENTAIRES ET LES MARCHES: REGARD SUR L'AFRIQUE — AFRIQUE ORIENTALE ET AUSTRALE ET CORNE DE L'AFRIQUE — CEREALES, OCTOBRE 2005-AVRIL 2006

3. La présente note d'information met l'accent sur les achats de produits alimentaires dans l'Est de l'Afrique pendant la période susmentionnée, car ils fournissent une illustration intéressante du constat que les achats locaux, régionaux et internationaux doivent fréquemment se compléter.
4. L'activité des marchés céréaliers de l'Afrique orientale et australe a été marquée au cours de ces sept mois par d'importantes transactions de maïs, la principale culture de base. L'insuffisance de l'offre par rapport à la demande globale a fait monter les cours. C'est toute la région qui en a subi les effets, bien que les cycles agricoles et les périodes de récolte du maïs ne soient pas les mêmes dans le nord-est et dans le sud-est de l'Afrique; la sécheresse était généralisée. Au début de la saison 2005-2006, les gros négociants régionaux ont acheté les rares sources disponibles, par exemple dans l'ouest de l'Ouganda, et ont commencé à acheminer le maïs principalement en direction du Sud vers le Malawi, la Tanzanie et la Zambie où l'on trouvait la demande et les prix les plus élevés; les cours ont également augmenté au Kenya. Malgré l'urgence qu'il y avait à répondre aux besoins, le PAM a soigneusement veillé à ne pas entretenir la hausse des prix: les achats dans la majeure partie de la région ont été limités au strict minimum. Les prix ont dépassé le prix paritaire à l'importation, ce qui est un signal fort de tension des marchés, si bien que les achats internationaux sont devenus la seule option financièrement avantageuse à mettre en œuvre en vue de compléter les achats locaux ou régionaux.
5. Les prix ont également connu une hausse rapide en Afrique du Sud, première source d'approvisionnement du PAM en maïs, ce qui a encore limité les sources de maïs répondant à toutes les conditions et préférences fixées par les pays bénéficiaires et par les pays donateurs – par exemple, du maïs blanc plutôt que du maïs jaune, ou du maïs non génétiquement modifié.
6. En Afrique du Sud, le maïs a été cultivé sur des surfaces bien moins importantes pendant la saison 2005-2006 que les saisons passées, la faiblesse des cours les deux années précédentes ayant eu un effet dissuasif sur la production. Cela aura certainement des conséquences sur le niveau et les disponibilités de la récolte à venir qui se manifesteront à l'époque de la vente.
7. Dans la Corne de l'Afrique, les céréales destinées à la Somalie et à Djibouti sont généralement achetées au Kenya et en Afrique du Sud, même les années fastes; en Éthiopie, le niveau des achats locaux est habituellement élevé. Quelque 40 772 tonnes de céréales ont été achetées en Éthiopie entre octobre 2005 et avril 2006. Les perspectives pour la prochaine période d'achats sont prometteuses: l'évaluation des disponibilités céréaliers récemment achevée en Éthiopie indique que 170 000 tonnes de maïs excédentaires sont disponibles à l'achat localement cette année. Sous réserve qu'il reçoive suffisamment de contributions en espèces, le PAM pourrait donc acheter jusqu'à 100 000 tonnes de maïs en Éthiopie sans pour autant accaparer une part trop importante du marché. Les projections portent également à croire que le PAM pourrait acheter 30 000 tonnes de blé et de 15 000 à 20 000 tonnes de sorgho.

8. Le tableau 3 récapitule les achats de maïs, de blé et de riz effectués pour les pays de l'Afrique orientale et australe et de la Corne de l'Afrique pendant la période considérée.

TABLEAU 3. ACHATS DE CÉRÉALES EFFECTUÉS POUR LES PAYS DE L'AFRIQUE ORIENTALE ET AUSTRALE ET DE LA CORNE DE L'AFRIQUE OCTOBRE 2005–AVRIL 2006								
Pays bénéficiaire	Achats locaux		Achats régionaux		Achats internationaux		TOTAL	
	tonnes	dollars	tonnes	dollars	tonnes	dollars	tonnes	dollars
Burundi	-		13 885	3 813 530	4 397	956 405	18 282	4 769 935
Djibouti	-				2 282	409 413	2 282	409 413
Éthiopie	40 772	8 358 250			36 491	5 806 713	77 263	14 164 962
Kenya	7 923	1 835 994	20 750	4 140 388	17 663	2 805 671	46 336	8 782 052
Malawi	415	124 912	33 450	5 875 370	-	-	33 865	6 000 282
Mozambique	-		13 988	2 254 593	8 295	1 755 634	22 283	4 010 227
Rwanda	-		1 736	396 378	3 437	715 817	5 173	1 112 194
Somalie	-		16 061	4 011 218	2 521	514 946	18 582	4 526 164
Tanzanie	12 123	2 662 438			12 776	2 120 574	24 899	4 783 013
Ouganda	61 780	10 674 050			3 936	1 235 003	65 716	11 909 053
Zambie	15 916	4 120 850	30 272	6 702 833	250	55 500	46 438	10 879 183
Zimbabwe	-		86 279	14 294 970		-	86 279	14 294 970
TOTAL	138 929	27 776 494	216 421	41 489 279	92 048	16 375 674	447 398	85 641 448

ÉLÉMENTS MARQUANTS DES ACTIVITÉS D'ACHAT DE PRODUITS ALIMENTAIRES

Fonds fiduciaire suédois

9. Un instrument d'analyse perfectionné servant à mesurer le rapport coût-efficacité des opérations d'achat est en cours d'élaboration grâce à un financement du Fonds fiduciaire suédois. Cet instrument permettra d'introduire dans un système de données le calcul du coût des achats locaux et régionaux par rapport au prix paritaire à l'importation. Il sera probablement prêt d'ici à la fin de 2006. Il devrait aider le PAM à mieux quantifier le coût d'opportunité que représentent les diverses restrictions et conditions imposées aux achats, et fournir une vue d'ensemble plus claire de la nature des activités d'achat.

Appui de la Belgique aux achats locaux de produits alimentaires

10. Des financements belges ont été alloués aux fins du renforcement et de l'accroissement des activités d'achat local en République démocratique du Congo. Une étude sera réalisée au deuxième semestre de 2006 dans plusieurs régions du pays pour explorer plus avant les possibilités d'y effectuer des achats de produits alimentaires et de diversifier la base de fournisseurs. Des financements supplémentaires ont été consentis en vue de financer pendant deux ans le travail d'un administrateur auxiliaire des achats en République démocratique du Congo qui sera chargé de la réalisation de l'étude et du suivi des résultats.

COOPERATION AVEC LE PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES D'EVALUATION DES BESOINS D'URGENCE (SENAC)

11. Un atelier sur le thème des marchés et de l'évaluation des besoins d'urgence qui a réuni divers spécialistes du sujet a été organisé au Caire en mars 2006, grâce à un financement du Service d'aide humanitaire de la Commission européenne dans le cadre du projet SENAC. Il a donné lieu à d'utiles discussions sur l'analyse des marchés et sur les possibilités d'étendre la collaboration en vue d'améliorer le processus d'évaluation et la qualité des profils de marché.

ÉTUDE DU POTENTIEL DE PRODUCTION D'ALIMENTS ENRICHIS A BASE DE CEREALES DANS LA REGION DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

12. L'étude, qui sera menée au cours du deuxième trimestre de 2006, s'articule autour de deux composantes:
- a) un examen des techniques de meunerie permettant d'enrichir la farine de maïs en vitamines et en minéraux au Burkina Faso, en République centrafricaine, au Ghana et au Mali; et
 - b) une recherche plus approfondie des possibilités de produire localement des aliments composés enrichis dans ces pays.

CARTE DES ACHATS DE PRODUITS ALIMENTAIRES EN 2005

13. Comme pour 2004, une carte des achats de produits alimentaires indiquant la nature, l'origine et la destination des achats et fournissant d'autres informations analytiques, établie à partir des chiffres de 2005, paraîtra en juin 2006. Le code des couleurs sur la carte correspond aux catégories de pays établies par le CAD selon le revenu national. Cette année, la carte sera uniquement disponible sur support CD et dans sa version interactive sur le site web du PAM à l'adresse: www.wfp.org.

ANNEXE

ACHATS DE PRODUITS ALIMENTAIRES PENDANT LE PREMIER TRIMESTRE DE 2006					
ORIGINE DES PRODUITS, PAR PAYS					
Pays d'origine	Quantités (tonnes)	Valeur (dollars)	Pays d'origine	Quantités (tonnes)	Valeur (dollars)
Afrique du Sud	69 072	15 407 864	Honduras	1 876	627 534
Allemagne	711	299 601	Inde	11 484	2 303 927
Argentine	1 391	848 211	Indonésie	5 089	4 910 393
Arménie	949	203 870	Italie	12 794	3 366 247
Australie	962	246 276	Japon	8 038	1 672 202
Autriche	344	173 720	Kenya	14 673	4 069 696
Azerbaïdjan	155	35 250	Lesotho	1 275	300 492
Bangladesh	65	41 448	Malaisie	6 887	3 852 807
Belgique	9 559	3 261 641	Malawi	886	382 752
Bénin	1 901	517 042	Mali	3 220	909 362
Bhoutan	1 110	248 919	Myanmar	4 436	1 008 139
Bolivie	2 481	1 245 576	Namibie	2 692	929 458
Bulgarie	748	134 490	Népal	7 752	3 597 038
Burkina Faso	7 429	2 049 450	Ouganda	44 539	11 936 293
Cambodge	4 979	1 129 329	Pakistan	9 652	2 162 941
Cameroun	2 750	1 092 840	Pays-Bas	3 002	1 349 058
Canada	50 012	9 638 712	Rép. de Tanzanie	1 816	464 943
Chine	75	77 281	Rwanda	1 300	529 100
Colombie	4 798	2 437 830	Sénégal	283	22 877
Côte d'Ivoire	12	4 941	Sri Lanka	2 300	625 430
Cuba	233	188 730	Tchad	366	322 792
Danemark	335	354 279	Territoire palestinien occupé	17 689	3 983 204
Équateur	7 339	9 591 193	Thaïlande	973	412 608
États-Unis d'Amérique	23 560	3 522 150	Turquie	17 674	4 817 550
Éthiopie	51 850	12 800 248	Uruguay	912	299 136
Fédération de Russie	6 760	1 911 027	Yémen	773	178 225
Gambie	96	7 838	Zambie	986	439 226
Guatemala	2 119	1 082 345			
Total				435 162	124 025 529

ORIGINE DES PRODUITS, PAR CATÉGORIE DU CAD				
Catégorie du CAD	Quantités (tonnes)	%	Valeur (dollars)	%
PMA/PFR	173 632	39,90	46 519 858	37,51
PRITI/PRITS	144 704	33,25	51 576 268	41,59
Total partiel	318 337	73,15	98 096 126	79,09
En transition	7 508	1,73	2 045 517	1,65
Total partiel	325 845	74,88	100 141 643	80,74
Développés	109 317	25,12	23 883 885	19,26
Total	435 162	100,00	124 025 529	100,00

LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

CAD	Comité d'aide au développement
NEI	Nouveaux États indépendants de l'ex-Union soviétique
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODB	Bureau régional de Bangkok (Asie)
ODC	Bureau régional du Caire (Moyen-Orient, Asie centrale et Europe orientale)
ODD	Bureau régional de Dakar (Afrique de l'Ouest)
ODJ	Bureau régional de Johannesburg (Afrique australe)
ODK	Bureau régional de Kampala (Afrique orientale et centrale)
ODP	Bureau régional de Panama (Amérique latine et Caraïbes)
ODS	Bureau du PAM au Soudan
ODTP	Service des achats de produits alimentaires
PECO	Pays de l'Europe centrale et orientale
PFR	Pays à faible revenu
PMA	Pays les moins avancés.
PRITI	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure
PRITS	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure
RNB	Revenu national brut
SENAC	Renforcement des capacités d'évaluation des besoins d'urgence